

Art. 4. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

F. 96 - 45

[C - 27674]

21 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accèsion à un niveau supérieur des fonctionnaires de la Région

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le protocole n° 185 du comité de secteur n° XVI, établi le 8 décembre 1995;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'urgence;

vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Considérant que les concours d'accèsion, y compris au niveau 1, ont dorénavant lieu les années paires au niveau fédéral;

Considérant que l'équité impose d'accorder aux fonctionnaires régionaux de pouvoir également présenter les concours d'accèsion en 1996; qu'il convient donc de fixer au plus tôt les dispositions relatives à ces concours pour permettre leur déroulement dans de bonnes conditions;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les programmes des concours de recrutement et des concours d'accèsion à un niveau supérieur sont établis par le Gouvernement sur avis du secrétaire permanent au recrutement. Ces programmes doivent permettre de vérifier si la formation des candidats correspond au niveau de l'emploi à conférer en tenant compte de la qualification et des capacités exigées. Le niveau du programme du concours donnant accès à un emploi est déterminé par la formation qui est attestée par les diplômes ou certificats d'études, lorsque de tels documents sont exigés pour le recrutement à cet emploi.

Pour un même emploi, le programme du concours de recrutement et le programme du concours d'accèsion à un niveau supérieur peuvent être différents.

CHAPITRE II. — Des concours de recrutement

Art. 2. Les concours de recrutement comportent trois épreuves :

1° une épreuve qui a pour but d'évaluer les aptitudes de base requises pour le grade à conférer;

2° une épreuve qui a pour but d'évaluer les aptitudes à la communication écrite;

3° une épreuve comportant une interview qui a pour but d'apprécier si le profil du candidat correspond aux exigences spécifiques de la fonction.

Seuls les candidats qui ont réussi les épreuves déjà organisées peuvent être admis à l'épreuve suivante.

Lorsque la nature des fonctions le justifie, le concours de recrutement peut être limité à une ou deux épreuves.

Art. 3. Les concours de recrutement organisés en vue de l'attribution d'un nombre préalablement déterminé d'emplois ou de l'admission d'un nombre préalablement déterminé de stagiaires sont dénommés concours de recrutement avec enjeu.

Les concours de recrutement organisés en vue de la constitution d'une réserve de recrutement sont dénommés concours de recrutement sans enjeu.

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine le nombre de points attribués à l'ensemble du concours, à chacune des épreuves et, le cas échéant, à leurs subdivisions.

Il fixe également le minimum de points qui est exigé pour l'ensemble du concours, pour chaque épreuve ou pour chaque matière déterminée ou pour chaque groupe de matières.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 2, le Gouvernement peut, compte tenu des possibilités de recrutement pendant le délai de validité du concours, fixer le nombre maximum de candidats :

1° qui sont admis à une épreuve suivante;

2° qui peuvent être déclarés lauréats du concours.

Sont admis à une épreuve suivante les candidats qui, dans les limites du nombre maximum de candidats fixé, ont obtenu le plus grand nombre de points à l'épreuve précédente.

Si plusieurs candidats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place, le nombre maximum de candidats fixé en application de l'alinéa 1^{er} est augmenté en leur faveur.

Art. 5. Après la clôture du procès-verbal du concours de recrutement, le secrétaire permanent au recrutement s'assure que les lauréats réunissent les conditions requises et déclare admis les lauréats qui y satisfont.

Lorsque le secrétaire permanent au recrutement constate qu'une enquête complémentaire s'impose afin d'apprécier si un lauréat est d'une conduite répondant aux exigences de la fonction, ce dernier est écarté provisoirement pendant le temps de l'enquête. Le candidat en est informé.

Art. 6. Les lauréats peuvent exprimer leur préférence pour une affectation déterminée. Leur désir est pris en considération dans la mesure des possibilités et selon leur ordre de classement.

Les lauréats qui expriment leur préférence pour un ou plusieurs emplois s'engagent à accepter celui qui leur est attribué. Ceux qui, après cette acceptation, refusent d'entrer en fonction sont rayés de la liste des lauréats.

Les lauréats qui demandent, pour des raisons de convenances personnelles, à ajourner leur entrée en fonctions, perdent, en cas d'acceptation de leur demande, le bénéfice de leur rang de classement.

Art. 7. § 1^{er}. En cas de concours avec enjeu, les lauréats sont considérés comme classés en ordre utile à concurrence du montant de l'enjeu.

Après clôture du procès-verbal du concours, les lauréats classés en ordre utile et qui satisfont aux conditions requises sont admis au stage dans l'ordre de leur classement.

Les lauréats classés en ordre utile qui ont été provisoirement écartés mais satisfont toutefois par après aux conditions requises, sont admis au stage. Ceux qui ne satisfont pas à ces conditions sont exclus.

§ 2. Les lauréats d'un concours de recrutement avec enjeu non classés en ordre utile et ceux d'un concours de recrutement sans enjeu conservent le bénéfice de leur réussite pendant quatre ans à compter de la date du procès-verbal du concours.

Si, durant cette période, il est nécessaire de procéder à des recrutements, ils sont admis au stage par priorité, en respectant les règles prévues au § 1^{er}.

Entre lauréats de deux ou plusieurs concours de recrutement, les lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne ont priorité.

§ 3. Sur avis du secrétaire permanent au recrutement, le Gouvernement peut chaque année prolonger d'un an la durée de validité des réserves de recrutement.

Art. 8. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 4 et 6, et à condition de le prévoir dans le règlement de l'examen, le secrétaire permanent au recrutement peut décider que les lauréats sont classés en fonction du résultat qu'ils ont obtenu à l'épreuve organisée en premier lieu.

§ 2. Pour la deuxième épreuve les lauréats de la première épreuve sont répartis en groupes, dans l'ordre de leur classement. En ce cas la deuxième épreuve est organisée par groupe et les lauréats de cette épreuve conservent le classement qu'ils avaient obtenu pour la première épreuve.

Tous les lauréats de la première épreuve sont convoqués pour présenter la seconde épreuve.

§ 3. Une troisième épreuve est organisée lorsque la demande de recrutement est accompagnée d'exigences de capacités pour certains emplois.

Les emplois avec exigences de capacités sont uniquement attribués aux candidats qui sont admis par le jury, dans l'ordre du classement obtenu pour la première épreuve. Ceux qui ne sont pas admis sont maintenus dans la réserve de recrutement.

§ 4. Un procès-verbal est dressé après chaque épreuve.

Le délai visé à l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, commence à courir à la date de clôture du procès-verbal de la première épreuve.

CHAPITRE III. — Des concours d'accession à un niveau supérieur

Art. 9. § 1^{er}. Les concours d'accession au niveau 1 comportent une épreuve unique consistant en un entretien au départ d'un cas pratique ayant trait à la fonction.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points.

Les lauréats sont classés suivant les points obtenus.

§ 2. Pour être admis à participer au concours visé au § 1^{er}, les candidats doivent être en possession de cinq brevets :

1° un brevet attestant la réussite d'une épreuve de formation générale en vue de participer au concours d'accession au niveau 1;

2° quatre brevets attestant la réussite aux épreuves portant sur les matières déterminées par le secrétaire permanent au recrutement.

La possession du brevet visé à l'alinéa 1er, 1°, permet la participation aux épreuves sur les matières visées à l'alinéa 1er, 2°.

§ 3. Les épreuves en vue de l'obtention de brevets permettant la participation au concours d'accession au niveau 1 sont organisées tous les deux ans.

Pour y satisfaire, les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points. Le bénéfice de l'obtention d'un brevet est définitivement acquis.

Art. 10. Les concours d'accession aux niveaux 2+ et 2 comportent deux épreuves, une épreuve générale et une épreuve particulière.

L'épreuve générale consiste soit en une synthèse et un commentaire d'un texte soit en la rédaction d'un rapport sur un problème ayant trait à la fonction.

L'épreuve particulière a pour but d'apprécier, soit la formation générale du candidat, soit sa connaissance de matières déterminées, soit les aptitudes requises pour l'exercice de la fonction, soit plusieurs de ces éléments ensemble.

Seuls les candidats qui ont réussi l'épreuve générale sont admis à l'épreuve particulière.

Les lauréats sont classés suivant les points obtenus aux deux épreuves.

Art. 11. Les concours d'accession au niveau 3 comportent une épreuve unique. Les programmes sont principalement basés sur les qualifications et capacités imposées.

Les lauréats sont classés suivant les points obtenus.

Art. 12. § 1^{er}. Les concours d'accession à un niveau supérieur ont lieu les années paires.

En cas d'urgence, le Gouvernement peut déroger à l'alinéa 1^{er}, sur avis du secrétaire permanent au recrutement.

§ 2. Si un concours consiste en une épreuve générale et une ou plusieurs épreuves particulières, les fonctionnaires qui ont réussi l'épreuve générale sont, à leur demande, dispensés de cette épreuve si, par la suite, ils participent à nouveau à un ou plusieurs concours du même niveau.

§ 3. Les fonctionnaires transférés pendant l'organisation d'un concours doivent être considérés pour le déroulement ultérieur du concours comme faisant partie du Ministère dont ils relevaient au moment de l'inscription au concours.

Art. 13. Les fonctionnaires qui ont obtenu le minimum des points sont déclarés lauréats. Les lauréats conservent le bénéfice de leur réussite sans limite de temps.

Les fonctionnaires transférés qui réunissent les conditions de nomination fixées dans leur nouveau ministère conservent, dans ce ministère, le bénéfice de la réussite du concours ou de l'épreuve générale dont l'organisation a eu lieu dans leur ministère d'origine, sans préjudice des dispositions de l'article 14, alinéa 2.

Art. 14. Les lauréats sont promus dans l'ordre de leur classement.

Si des lauréats de concours différents sont en compétition pour la même promotion, ils sont classés suivant l'ordre de date des procès-verbaux de clôture des concours, à commencer par la date la plus ancienne, et, pour chaque concours, dans l'ordre de leur classement.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 15. Sont abrogés, dans l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat :

1° l'article 14, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} août 1975;

2° l'article 15, modifié par les arrêtés royaux des 18 janvier 1985 et 18 décembre 1989;

3° l'article 16, alinéas 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} août 1975, et 3, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1981;

4° l'article 17, modifié par l'arrêté royal du 21 novembre 1991;

5° l'article 18, modifié par les arrêtés royaux des 23 mars 1981, 12 août 1981 et 18 janvier 1985;

6° l'article 18bis, modifié par l'arrêté royal du 31 juillet 1991;

7° l'article 23, modifié par les arrêtés royaux des 16 octobre 1989 et 31 juillet 1991;

8° l'article 24, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} août 1975 et 16 octobre 1989;

9° l'article 25, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} août 1975 et 16 octobre 1989;

10° l'article 26, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} août 1975 et 10 octobre 1989;

11° l'article 27, rétabli par l'arrêté royal du 31 juillet 1991.

Art. 16. Les articles 1^{er} à 3 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1991 portant fixation du programme des concours de recrutement, des concours d'accession au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade sont abrogés.

Art. 17. § 1^{er}. Le candidat qui a obtenu au moins 60 % des points dans l'une des matières visées à l'article 9, § 2, lors d'un concours d'accession à un grade du rang 10 clôturé après le 1^{er} janvier 1985 et avant le 27 août 1991 est, à sa demande, dispensé de cette matière s'il présente un concours d'accession au niveau 1.

Le candidat qui a obtenu au moins 60 % des points dans l'une des matières visées à l'article 9, § 2, lors d'un concours d'accession à un grade du niveau 1 organisé après le 27 août 1991 est, à sa demande, dispensé de cette matière s'il présente un concours d'accession au niveau 1, à condition que la date limite d'inscription soit postérieure au 5 mai 1995.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, le candidat qui a obtenu au moins 60 % des points dans la matière des marchés publics est censé avoir obtenu au moins 60 % des points dans la matière de l'économie politique et inversement.

§ 2. Le candidat qui a réussi avant l'entrée en vigueur du présent arrêté l'épreuve générale d'un concours d'accession à un grade classé dans le niveau 2 conserve le bénéfice de sa réussite si par la suite il participe à un ou plusieurs concours d'accession au niveau 2+.

Art. 18. Le Ministre ayant l'Administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 96 - 45

[C - 27674]

**21. DEZEMBER 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung
bezüglich der Prüfungen im Wettbewerbsverfahren, die für die Beamten der Region zwecks deren Anwerbung
und des Aufstiegs in eine höhere Stufe organisiert werden**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind;

Aufgrund des Protokolls Nr. 185 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 8. Dezember 1995;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1 in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, daß die Wettbewerbe für den Aufstieg in die höhere Stufe, einschließlich der Stufe 1, auf Föderalebene künftig alle geraden Jahre stattfinden werden;

In der Erwägung daß den Regionalbeamten aus Billigkeitsgründen ebenfalls die Möglichkeit gegeben werden soll, 1996 diese Aufstiegsprüfungen abzulegen und daß es deshalb unerlässlich ist, die für die Organisation dieser Wettbewerbe erforderlichen Maßnahmen zu treffen, damit sie unter guten Bedingungen stattfinden können;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Die Prüfungsprogramme der Wettbewerbe zur Anwerbung und zum Aufstieg in eine höhere Stufe werden nach eingeholter Stellungnahme des Ständigen Anwerbungssekretärs aufgestellt. Diese Programme zielen darauf ab, die tatsächliche Übereinstimmung der Ausbildung der Bewerber mit den tatsächlichen Anforderungen der zu besetzenden Stellen zu prüfen, unter Berücksichtigung der Qualifikation und Fähigkeiten der Bewerber. Die Schwierigkeitsstufe des Prüfungsprogramms des Wettbewerbs, das den Zugang zu einer bestimmten Stelle ermöglicht, hängt von der Ausbildung ab, die anhand der entsprechenden Diplome und Studienabschlußzeugnisse belegt werden muß, wenn die Vorlage dieser Dokumente zwecks der Anwerbung in diese Stelle erforderlich ist.

Für eine gleiche Stelle brauchen das Programm des Anwerbungswettbewerbs und das des Wettbewerbs zum Aufstieg in eine höhere Stufe nicht identisch zu sein.

KAPITEL II. — Anwerbungswettbewerbe

Art. 2. Anwerbungswettbewerbe bestehen aus drei Prüfungen :

1° eine Prüfung dient dazu, die Grundbefähigung für die zu besetzende Stelle zu prüfen;

2° eine Prüfung dient dazu, die Fähigkeiten im Bereich der schriftlichen Kommunikation zu prüfen;

3° eine Prüfung, die ein persönliches Gespräch beinhaltet, zielt darauf ab, zu beurteilen, ob das Profil des Bewerbers den spezifischen Anforderungen des Amtes entspricht.

Nur die Bewerber, die die vorherigen Prüfungen bestanden haben, dürfen an der nächsten Prüfung teilnehmen.

Das Anwerbungswettbewerbsverfahren darf auf bloß eine oder zwei Prüfungen beschränkt werden, wenn dies durch die Eigenart des zu verleihenden Amtes gerechtfertigt ist.

Art. 3. Anwerbungswettbewerbe, die für das Verleihen einer vorab bestimmten Anzahl Stellen oder die Zulassung einer vorab bestimmten Anzahl auf Probezeit eingestellter Bediensteter organisiert werden, nennt man objektbezogene Anwerbungswettbewerbe.

Anwerbungswettbewerbe, die zur Schaffung einer Rekrutierungsreserve dienen, nennt man objektfreie Anwerbungswettbewerbe.

Art. 4. § 1. Die Regierung bestimmt die Anzahl Punkte, die dem gesamten Wettbewerb, jeder einzelnen Prüfung und gegebenenfalls den verschiedenen Teilprüfungen zugeschrieben werden.

Die Regierung legt ebenfalls fest, wieviel Punkte die Bewerber für den gesamten Wettbewerb, für jede einzelne Prüfung und gegebenenfalls für jedes bestimmte Fach oder jede Gruppe von Fächern erzielen müssen.

§ 2. Unter Berücksichtigung der Anhebungsmöglichkeiten während der Gültigkeitszeit des Wettbewerbs ist die Regierung berechtigt, in Abweichung von § 1, Absatz 2, die Höchstanzahl der Bewerber zu bestimmen:

1° die zur nächsten Prüfung zugelassen werden;

2° die zu Laureaten des Wettbewerbs erklärt werden können.

Nur die Bewerber, die innerhalb der durch die festgelegte Höchstzahl der Bewerber gebildeten Begrenzung die Höchstanzahl Punkte bei der vorherigen Prüfung erzielt haben, werden zur nächsten Prüfung zugelassen.

Wenn mehrere Bewerber für die Zuweisung der letzten Stelle die gleiche Anzahl Punkte erzielt haben, wird die in Anwendung von Absatz 1 festgelegte Höchstanzahl der Bewerber zu ihren Gunsten erhöht.

Art. 5. Nach dem Protokollabschluß des Anwerbungswettbewerbs, prüft der Ständige Anwerbungssekretär, ob die Laureaten die vorgeschriebenen Anforderungen erfüllen; wenn dies der Fall ist, erklärt er, daß sie zugelassen werden.

Wenn der Ständige Anwerbungssekretär feststellt, daß eine zusätzliche Untersuchung nötig ist, um beurteilen zu können, ob das Verhalten eines Laureaten mit den Anforderungen des Amtes vereinbar ist, wird dieser während der Dauer der Untersuchung vorläufig ausgeschlossen. Der Kandidat wird über diesen Tatbestand informiert.

Art. 6. Die Laureaten haben die Möglichkeit, ihren Vorzug für die eine oder andere Stelle auszudrücken, und ihre Wünsche werden im Rahmen der Möglichkeiten und je nach der durch die Bewertungsergebnisse gegebenen Rangordnung berücksichtigt.

Die Laureaten, die eine oder mehrere Stellen vorziehen, verpflichten sich jedoch dazu, die Ihnen zugewiesene Stelle anzunehmen. Wenn ein Kandidat eine Stelle angenommen hat und sich danach verweigert, sein Amt anzutreten, wird er von der Liste der Laureaten gestrichen.

Wenn ein Kandidat aus persönlichen Gründen einen Aufschub seines Dienstantritts beantragt und ihm eine günstige Antwort gegeben wird, verliert er den Vorteil der auf seiner Bewertung beruhenden Rangordnung.

Art. 7. § 1. Im Falle eines objektbezogenen Wettbewerbs werden die Laureaten unter Zugrundelegung der begrenzten Anzahl der im Rahmen des jeweiligen Objekts verfügbaren Stellen geordnet.

Nach dem Abschluß des Wettbewerbsprotokolls werden die Laureaten, die im Hinblick auf die beschränkte Anzahl der offenen Stellen eine zweckmäßige Rangstellung erzielt haben und die vorgeschriebenen Bedingungen erfüllen, zur Probezeit zugelassen, und zwar unter Einhaltung der durch ihre Bewertung gegebenen Rangordnung.

Die in Betracht kommenden Laureaten, die vorläufig ausgeschlossen worden sind, die erforderlichen Bedingungen jedoch im nachhinein erfüllen, werden zur Probezeit zugelassen. Diejenigen, die diese Bedingungen nicht erfüllen, werden endgültig ausgeschlossen.

§ 2. Die Laureaten eines objektbezogenen Anwerbungswettbewerbs, die aufgrund ihrer Stellung in der Laureatenliste für die zur Zeit verfügbaren Stellen jedoch nicht in Betracht kommen können, behalten jedoch den Vorteil des bestandenen Wettbewerbs während einer Periode von vier Jahren ab dem Datum des Wettbewerbsprotokolls. Dies gilt ebenfalls für die Laureaten eines objektfreien Wettbewerbs.

Wenn während dieser Periode neue Einstellungen vorgenommen werden müssen, werden diese Laureaten vorrangig zur Probezeit zugelassen, unter Einhaltung der in § 1 festgelegten Regeln.

Unter den Laureaten zweier oder mehrerer Anbewerbungswettbewerbe haben die Laureaten des Wettbewerbs, dessen Protokoll zuerst abgeschlossen wurde, Vorrang.

§ 3. Nach eingeholter Stellungnahme des Ständigen Anwerbungssekretärs kann die Regierung jedes Jahr die Gültigkeitsdauer der Rekrutierungsreserven um ein Jahr verlängern.

Art. 8. § 1. In Abweichung von Art. 4 und 6 kann der Ständige Anwerbungssekretär entscheiden, daß die Laureaten aufgrund der Bewertung der ersten Prüfung des Wettbewerbs geordnet werden, unter der Voraussetzung, daß dies in der Prüfungsregelung deutlich erwähnt wird.

§ 2. Für die zweite Prüfung werden die Laureaten der ersten Prüfung in Gruppen verteilt, in der durch ihre Bewertung bei der ersten Prüfung gegebenen Ordnung. In diesem Fall wird die zweite Prüfung jeweils pro Gruppe organisiert, und die Laureaten dieser Prüfung behalten die Rangordnung, die sie für die erste Prüfung bekommen hatten.

Alle Laureaten der ersten Prüfung werden für das Ablegen der zweiten Prüfung einberufen.

§ 3. Wenn der Anwerbungsantrag besondere Fähigkeitsanforderungen für bestimmte Stellen festlegt, wird eine dritte Prüfung organisiert.

Die mit solchen Fähigkeitsanforderungen verbundenen Stellen werden nur den Kandidaten zugewiesen, die von dem Prüfungsausschuß angenommen werden, unter Einhaltung der bei der ersten Prüfung erhaltenen Bewertung. Die Laureaten, die nicht angenommen werden, bleiben jedoch in der Rekrutierungsreserve.

§ 4. Nach jeder Prüfung wird ein Prüfungsprotokoll aufgestellt.

Die in Art. 7, § 2, Absatz 1 festgelegte Frist läuft ab dem Abschlußdatum des Prüfungsprotokolls der ersten Prüfung.

KAPITEL III. — Wettbewerbe für den Aufstieg in eine höhere Stufe

Art. 9. § 1. Die Wettbewerbe für den Aufstieg in die Stufe 1 bestehen aus einer einzigen Prüfung, und zwar aus einem Gespräch auf der Grundlage eines mit dem Amt zusammenhängen praktischen Falls.

Um diese Prüfung zu bestehen, müssen die Kandidaten mindestens 60 % der Punkte erzielen.

Die Laureaten werden auf der Grundlage der erzielten Punkte geordnet.

§ 2. Um zum in § 1 gemeinten Wettbewerb zugelassen zu werden, müssen die Bewerber über fünf Zeugnisse verfügen:

1° ein Zeugnis, das bestätigt, daß der Bewerber eine Prüfung im Bereich der allgemeinen Bildung zwecks der Teilnahme am Wettbewerb für den Aufstieg in die Stufe 1 bestanden hat;

2° vier Zeugnisse, die bestätigen, daß der Bewerber die Prüfungen über die vom Ständigen Anwerbungssekretär festgelegten Fächer bestanden hat.

Nur diejenigen, die das in Absatz 1, 1° gemeinte Zeugnis besitzen, dürfen an den Prüfungen über die in Absatz 1, 2° gemeinten Fächer teilnehmen.

§ 3. Die Prüfungen zur Erlangung der Zeugnisse, die für die Teilnahme am Wettbewerb für den Aufstieg in die Stufe 1 erforderlich sind, werden alle zwei Jahre organisiert.

Um sie zu bestehen, müssen die Kandidaten mindestens 60 % der Punkte erzielen. Wenn ein Kandidat die Prüfungen bestanden und das Zeugnis bekommen hat, hat dieses Zeugnis eine unbeschränkte Gültigkeitsdauer.

Art. 10. Die Wettbewerbe für den Aufstieg in die Stufen 2+ und 2 bestehen aus zwei Prüfungen, und zwar aus einer allgemeinen und einer spezifischen Prüfung.

Die allgemeine Prüfung besteht entweder in einer Textzusammenfassung und einem Textkommentar, oder in der Verfassung eines Berichtes über ein Thema im Zusammenhang mit dem Amt.

Die spezifische Prüfung hat zum Zweck, entweder die Allgemeinbildung der Kandidaten, oder ihre Kenntnisse in bestimmten Bereichen, oder die für die Ausübung des Amtes erforderlichen Fähigkeiten oder aber die Kombination von mehreren dieser Komponenten zu bewerten. Nur diejenigen Kandidaten, die die allgemeine Prüfung bestanden haben, werden zur spezifischen Prüfung zugelassen.

Die Kandidaten werden aufgrund der für beide Prüfungen erzielten Punkte geordnet.

Art. 11. Die Wettbewerbe für den Aufstieg in die Stufe 3 bestehen aus einer einzigen Prüfung. Die Programme beruhen hauptsächlich auf der Prüfung der erforderlichen Qualifikationen und Fähigkeiten. Die Laureaten werden aufgrund der erhaltenen Punkte geordnet.

Art. 12. § 1. Die Wettbewerbe für den Aufstieg in die höhere Stufe finden in den geraden Jahren statt.

Im Notfalle kann die Regierung vom ersten Absatz abweichen, jedoch nach eingeholter Stellungnahme des Ständigen Anwerbungssekretärs.

§ 2. Wenn ein Wettbewerb aus einer allgemeinen und einer oder mehreren spezifischen Prüfungen besteht, werden die Beamten, die die allgemeine Prüfung bestanden haben, auf ihre Anfrage hin von dieser Prüfung befreit, wenn sie in der Zukunft wieder an einem oder mehreren Wettbewerben der gleichen Stufe teilnehmen.

§ 3. Die Beamten, die während der Organisation eines Wettbewerbs transferiert werden, müssen für den weiteren Ablauf des Wettbewerbs als Beamte betrachtet werden, die dem Ministerium angehören, dem sie zur Zeit der Anmeldung zum Wettbewerb unterstanden.

Art. 13. Die Beamten, die das Minimum der Punkte erzielt haben, werden zu Laureaten des Wettbewerbs erklärt.

Die Laureaten behalten den Vorteil des erfolgreichen Abschlusses des Wettbewerbs ohne Zeitbegrenzung.

Die transferierten Beamten, die die in ihrem neuen Ministerium festgelegten Ernennungsbedingungen erfüllen, behalten in diesem Ministerium den Vorteil des erfolgreichen Abschlusses des Wettbewerbs oder der allgemeinen Prüfung, das bzw. die in ihrem ursprünglichen Ministerium organisiert wurde, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 14, Absatz 2.

Art. 14. Die Laureaten werden nach der durch ihre Bewertungsergebnisse gegebenen Rangordnung befördert.

Wenn Laureaten von unterschiedlichen Wettbewerben für dieselbe Beförderungsmöglichkeit in Konkurrenz treten, werden sie nach der durch die Daten der Wettbewerbsabschlußprotokolle gegebenen Ordnung eingestuft, in dem das älteste Datum vorrangig ist. Laureaten desselben Wettbewerbs werden aufgrund ihrer Bewertung geordnet.

KAPITEL IV. — Schlußbestimmungen

Art. 15. Im Königlichen Erlaß vom 17. September 1969 über die Wettbewerbe und Prüfungen, die zwecks der Anwerbung und der Laufbahn der Staatsbediensteten organisiert werden, werden folgende Bestimmungen außer Kraft gesetzt :

1° Art. 14, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 1. August 1975;

2° Art. 15, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 18. Januar 1985 und vom 18. Dezember 1989;

3° Art. 16, Absatz 1, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 1. August 1975, und Absatz 3, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 23. März 1981;

4° Art. 17, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 21. November 1991;

5° Art. 18, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. März 1981, 12. August 1981 und 18. Januar 1985;

6° Art. 18bis, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 31. Juli 1991;

7° Art. 23, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 16. Oktober 1989 und 31. Juli 1991;

8° Art. 24, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 1. August 1975 und vom 16. Oktober 1989;

9° Art. 25, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 1. August 1975 und vom 16. Oktober 1989;

10° Art. 26, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 1. August 1975 und vom 10. Oktober 1989;

11° Art. 27, wieder eingeführt durch den Königlichen Erlaß vom 31. Juli 1991.

Art. 16. Artikel 1 bis 3 des Ministerialerlasses vom 31. Juli 1991 zur Festlegung des Programms bezüglich der Wettbewerbe für die Anwerbung, den Aufstieg in die höhere Stufe und die Gradbeförderungsprüfungen werden aufgehoben.

Art. 17. § 1. Der Bewerber, der bei einem nach dem 1. Januar 1985 und vor dem 27. August 1991 abgeschlossenen Wettbewerb für den Aufstieg in einen Dienstgrad des Ranges 10 mindestens 60 % der Punkte in einem der in Art. 9, § 2 erwähnten Fächer erzielt hat, wird auf seine Anfrage hin von diesem Fach befreit, wenn er einen Wettbewerb für den Aufstieg in die Stufe 1 ablegt.

Der Bewerber, der bei einem nach dem 27. August 1991 organisierten Wettbewerb für den Aufstieg in einen Dienstgrad der Stufe 1 mindestens 60 % der Punkte in einem der in Art. 9, § 2 erwähnten Fächer erzielt hat, wird auf seine Anfrage hin von diesem Fach befreit, wenn er einen Wettbewerb für den Aufstieg in die Stufe 1 ablegt, unter der Voraussetzung, daß das Schlußdatum der Anmeldungen zu diesem Wettbewerb nach dem 5. Mai 1995 liegt.

Für die Anwendung der Absätze 1 und 2 wird davon ausgegangen, daß der Bewerber der mindestens 60 % der Punkte im Fach "öffentliche Aufträge" erzielt hat, ebenfalls 60 % der Punkte im Fach "Volkswirtschaft" erzielt hat, und umgekehrt.

§ 2. Der Bewerber, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses die allgemeine Prüfung eines Wettbewerbs für den Aufstieg in einen Dienstgrad der Stufe 2 bestanden hat, behält den Vorteil seines erfolgreichen Abschlusses dieser Prüfung wenn er im nachhinein an einem oder mehreren Wettbewerben für den Aufstieg in die Stufe 2+ teilnimmt.

Art. 18. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Dezember 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

N. 96 -- 45

[C - 27674]

21 DECEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de organisatie van vergelijkende wervingsexamens en van vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau voor de ambtenaren van het Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het protocol nr. 185 van het sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 8 december 1995;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Overwegende dat de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau, niveau I inbegrepen, op federaal niveau voortaan in de even jaren worden georganiseerd;

Overwegende dat het rechtvaardig is dat de gewestelijke ambtenaren ook aan de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau in 1996 kunnen deelnemen; dat het dientengevolge geboden is de bepalingen betreffende deze vergelijkende examens zo vlug mogelijk vast te stellen zodat ze in goede omstandigheden kunnen georganiseerd worden;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De programma's van de vergelijkende wervingsexamens en van de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau worden vastgesteld door de Regering, op advies van de Vaste Wervingssecretaris. Die programma's moeten het mogelijk maken, na te gaan of de opleiding van de gegadigden overeenkomt met het peil van

de te verlenen graad, rekening houdend met de geëiste kwalificatie en bevoegdheden. Het peil van het programma van het vergelijkend examen dat toegang verleent tot een graad, wordt bepaald door de opleiding die blijkt uit de diploma's of getuigschriften, indien voor de werving in die graad zulke bewijsstukken worden geëist.

Voor een zelfde graad kunnen het programma van het vergelijkend wervingsexamen en dat van het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau verschillend zijn.

HOOFDSTUK II. — *De vergelijkende wervingsexamens*

Art. 2. De vergelijkende wervingsexamens bestaan uit drie gedeelten :

1° een gedeelte dat tot doel heeft de basisvaardigheden voor het uitvoeren van de te verlenen graad te evalueren;

2° een gedeelte dat tot doel heeft de vaardigheden tot schriftelijke communicatie te evalueren;

3° een gedeelte bestaande uit een interview dat tot doel heeft na te gaan of het profiel van de gegadigde overeenstemt met de specifieke vereisten van de functie.

Alleen de gegadigden die geslaagd zijn voor de reeds georganiseerde gedeelten, kunnen tot het volgende gedeelte worden toegelaten.

Wanneer de aard van de functies het wettigt, kan het vergelijkend wervingsexamen worden beperkt tot één of twee gedeelten.

Art. 3. De vergelijkende wervingsexamens, die georganiseerd worden met de bedoeling een vooraf bepaald aantal betrekkingen te verlenen of een vooraf bepaald aantal stagiairs toe te laten heten vergelijkende wervingsexamens met inzet.

De vergelijkende wervingsexamens, die georganiseerd worden met de bedoeling een wervingsreserve aan te leggen, heten vergelijkende wervingsexamens zonder inzet.

Art. 4. § 1. De Regering stelt het aantal punten vast dat voor het volledig examen, voor ieder examengedeelte en, in voorkomend geval, voor ieder onderdeel wordt toegekend.

Zij stelt eveneens het minimum aantal punten vast dat voor het volledig examen, voor ieder examengedeelte of voor elk vak afzonderlijk of voor iedere vakgroep wordt vereist.

§ 2. In afwijking van § 1, 2e lid, kan de Regering, rekening houdend met de wervingsmogelijkheden gedurende de geldigheidstermijn van het vergelijkend examen, het maximumaantal gegadigden bepalen dat :

1° tot een volgend examengedeelte wordt toegelaten;

2° als geslaagd voor het volledig examen aanvaard kan worden.

Tot een volgend examengedeelte worden toegelaten de gegadigden die in het vorig examengedeelte, binnen de perken van het vastgestelde aantal gegadigden, het hoogste aantal punten hebben behaald.

Indien er voor de toekenning van de laatste plaats verscheidene gegadigden zijn met een gelijk aantal punten, wordt het maximumaantal gegadigden, dat overeenkomstig het eerste lid is vastgesteld, in hun voordeel verhoogd.

Art. 5. Na het afsluiten van het proces-verbaal van het vergelijkend wervingsexamen vergewist de Vaste Wervingssecretaris zich ervan dat de geslaagden aan de gestelde eisen voldoen en hij verklaart toegelaten zij die daaraan voldoen.

Wanneer de Vaste Wervingssecretaris vaststelt dat een nader onderzoek geboden is om uit te maken of een geslaagde er een gedrag op na houdt dat beantwoordt aan het toe te kennen ambt, wordt deze voorlopig geweerd zolang dat onderzoek duurt. De gegadigde wordt daarover ingelicht.

Art. 6. De geslaagden mogen hun voorkeur voor een bepaalde dienstaanwijzing te kennen geven. Met hun verlangen wordt in de mate van het mogelijke en volgens de orde van hun rangschikking rekening gehouden.

De geslaagden die hun voorkeur voor één of meer betrekking(en) uitdrukken, verbinden er zich toe de betrekking die hun wordt toegewezen te aanvaarden. Zij die na deze aanvaarding weigeren in dienst te treden, worden van de lijst van de geslaagden geschrapt.

De geslaagden die wegens persoonlijke aangelegenheden uitstel van indiensttreding vragen, verliezen het voordeel van hun plaats in de rangschikking ingeval aan hun verzoek wordt voldaan.

Art. 7. § 1. Indien het een vergelijkend examen met inzet betreft, worden de geslaagden, tot zover de inzet reikt, beschouwd als batig gerangschikt.

De batig gerangschikte geslaagden die aan de gestelde eisen voldoen worden, na het afsluiten van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, in de orde van hun rangschikking, tot de stage toegelaten.

De batig gerangschikte geslaagden die voorlopig werden geweerd doch naderhand aan de gestelde eisen voldoen, worden tot de stage toegelaten. Zij die aan deze eisen niet voldoen worden uitgesloten.

§ 2. De niet batig gerangschikte geslaagden van een vergelijkend wervingsexamen met inzet alsook de geslaagden van een vergelijkend wervingsexamen zonder inzet, behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende vier jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen.

Indien het gedurende dit tijdperk nodig is aan te werven, dan worden zij bij voorrang tot de stage toegelaten, met inachtneming van de in § 1 gestelde regelen.

Onder geslaagden van twee of meer vergelijkende wervingsexamens, wordt voorrang verleend aan de geslaagden van het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum is afgesloten.

§ 3. Op advies van de Vaste Wervingssecretaris kan de Regering jaarlijks de geldigheidsduur van de wervingsreserves met één jaar verlengen.

Art. 8. § 1. In afwijking van de artikelen 4 en 6 en mits dit zo in het examenreglement wordt bepaald, kan de Vaste Wervingssecretaris beslissen dat de geslaagde kandidaten worden gerangschikt volgens de door hen behaalde uitslag in het eerst georganiseerd gedeelte.

§ 2. Voor het tweede gedeelte worden de geslaagden voor het eerste gedeelte, in de volgorde van hun rangschikking, opgedeeld in groepen. In dit geval wordt het tweede gedeelte per groep afgenomen en behouden de geslaagden voor dit gedeelte de rangschikking die zij bekwamen voor het eerste gedeelte.

Alle geslaagden voor het eerste gedeelte worden voor het tweede gedeelte opgeroepen.

§ 3. Een derde gedeelte wordt georganiseerd wanneer de wervingsaanvraag voor sommige betrekkingen vergezeld is van specifieke vereisten.

De betrekkingen met specifieke vereisten worden uitsluitend toegekend aan de gegadigden die door de examencommissie aanvaard worden, in de volgorde van de rangschikking bekomen in het eerste gedeelte. Zij die niet aanvaard worden, worden in de wervingsreserve behouden.

§ 4. Na elk examengedeelte wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De termijn bedoeld in artikel 7, § 2, 1e lid, begint te lopen vanaf de datum waarop het proces-verbaal van het eerste gedeelte wordt afgesloten.

HOOFDSTUK III. — *De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau*

Art. 9. § 1. De vergelijkende examens voor overgang naar niveau I bestaan uit één gedeelte dat een onderhoud inhoudt betreffende een aangelegenheid die verband houdt met de functie.

Om te slagen dienen de gegadigden ten minste 60 % van de punten te behalen.

De gegadigden worden gerangschikt volgens de behaalde punten.

§ 2. Om toegelaten te worden tot de deelneming aan het in § 1 bedoelde vergelijkend examen moeten de gegadigden in het bezit zijn van vijf getuigschriften :

1° een getuigschrift dat het slagen bevestigt van een gedeelte van algemene vorming met het oog op de deelneming aan het vergelijkend examen voor overgang naar niveau I;

2° vier getuigschriften die het slagen bevestigen van de gedeelten bestaande uit vakken bepaald door de Vast Wervingssecretaris.

Het houden van het in het 1e lid, 1°, bedoelde getuigschrift staat toe deel te nemen aan de gedeelten betreffende de in het 1e lid, 2°, bedoelde vakken.

§ 3. De gedeelten met het oog op het bekomen van de getuigschriften om deel te nemen aan het vergelijkend examen voor overgang naar niveau I worden om de twee jaar georganiseerd.

Om te slagen moeten de gegadigden ten minste 60 % der punten behalen. Het voordeel van het behalen van een getuigschrift wordt definitief behouden.

Art. 10. De vergelijkende examens voor overgang naar de niveaus 2+ en 2 bestaan uit twee examengedeelten, namelijk een algemeen examen en een bijzonder examen.

Het algemeen gedeelte bestaat hetzij in het samenvatten en het commentariëren van een tekst, hetzij in het opstellen van een verslag over een aangelegenheid die verband houdt met de functie.

Het bijzonder gedeelte heeft tot doel te toetsen : hetzij de algemene vorming van de gegadigde, hetzij zijn kennis van bepaalde vakken, hetzij de vaardigheden vereist voor het uitoefenen van de functie, hetzij verschillende van deze elementen samen.

Alleen de gegadigden die geslaagd zijn voor het algemeen gedeelte worden tot het bijzonder gedeelte toegelaten.

De geslaagden worden gerangschikt volgens de voor de twee gedeelten behaalde punten.

Art. 11. De vergelijkende examens voor overgang naar niveau 3 bestaan uit één gedeelte. De programma's zijn hoofdzakelijk afgestemd op de aard van de vereiste vaardigheden.

De geslaagden worden gerangschikt volgens de behaalde punten.

Art. 12. § 1. De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau worden in de even jaren georganiseerd.

In spoedgevallen kan de Regering, op advies van de Vaste Wervingssecretaris, van het 1e lid afwijken.

§ 2. Indien een examen uit een algemeen en één of meer bijzondere gedeelten bestaat, worden de ambtenaren die geslaagd zijn voor het algemeen gedeelte, op hun verzoek van dit gedeelte vrijgesteld wanneer zij later opnieuw deelnemen aan één of meer examens van hetzelfde niveau.

§ 3. De ambtenaren die overgedragen zijn tijdens de organisatie van een vergelijkend examen moeten voor de latere verloop van het vergelijkend examen worden beschouwd als deel uitmakend van het Ministerie waaronder zij ressorteerden op het ogenblik van hun inschrijving voor het vergelijkend examen.

Art. 13. De ambtenaren die het minimum der punten behaald hebben, worden verklaard geslaagd te zijn.

De geslaagden behouden onbeperkt het voordeel van hun uitslag.

De overgedragen ambtenaren die voldoen aan in hun nieuw ministerie bepaalde benoemingsvoorwaarden behouden, in dat ministerie, het voordeel van het slagen van het vergelijkend examen of van het algemeen gedeelte dat georganiseerd werd in hun ministerie van herkomst, onverminderd de bepalingen van artikel 14, 2e lid.

Art. 14. De geslaagden worden in de volgorde van hun rangschikking bevorderd.

Wanneer de geslaagden van verschillende examens naar dezelfde bevordering dingen, worden zij gerangschikt volgens de datum van de processen-verbaal van afsluiting van de vergelijkende examens, te beginnen met de verst afgelegen datum, en, voor elk vergelijkend examen, in de volgorde van hun rangschikking.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 15. In het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, worden opgeheven :

1° artikel 14, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975;

2° artikel 15, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 januari 1985 en 18 december 1989;

3° artikel 16, 1e lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, en 3e lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1981;

4° artikel 17, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 november 1991;

5° artikel 18, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 maart 1981, 12 augustus 1981 en 18 januari 1985;

6° artikel 18bis, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 juli 1991;

7° artikel 23, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 oktober 1989 en 31 juli 1991;

8° artikel 24, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1975 en 16 oktober 1989;

9° artikel 25, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1975 en 16 oktober 1989;

10° artikel 26, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1975 en 10 oktober 1989;

11° artikel 27, hersteld bij het koninklijk besluit van 31 juli 1991.

Art. 16. De artikelen 1 tot 3 van het ministerieel besluit van 31 juli 1991 houdende vaststelling van het programma van de vergelijkende wervingsexamens, de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad worden opgeheven.

Art. 17. § 1. De gegadigde die ten minste 60 % der punten behaald heeft voor een van de vakken bedoeld in artikel 9, § 2, tijdens een vergelijkend examen voor overgang naar een graad van rang 10 afgesloten na 1 januari 1985 en vóór 27 augustus 1991, wordt op zijn verzoek van dit vak vrijgesteld wanneer hij deelneemt aan een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 1.

De gegadigde die ten minste 60 % der punten behaald heeft voor een van de vakken bedoeld in artikel 9, § 2, tijdens een vergelijkend examen voor overgang naar een graad van rang 10 georganiseerd na 27 augustus 1991, wordt op zijn verzoek van dit vak vrijgesteld wanneer hij deelneemt aan een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 1, onder de voorwaarde dat de uiterste inschrijvingsdatum later dan 5 mei 1995 is.

Voor de toepassing van lid 1 en 2 wordt de gegadigde die ten minste 60 % der punten behaald heeft voor het vak "openbare opdrachten" geacht ten minste 60 % der punten te hebben behaald voor het vak "politieke economie", en omgekeerd.

§ 2. De gegadigde die geslaagd is voor het algemeen gedeelte van een vergelijkend examen voor overgang naar een graad van niveau 2 voor de inwerkingtreding van dit besluit behoudt het voordeel van zijn uitslag indien hij later deelneemt aan één of meer vergelijkende examens voor overgang naar niveau 2+.

Art. 18. De Minister, tot wiens bevoegdheden Ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

F. 96 - 46

[C - 27675]

29 NOVEMBRE 1995. — Arrêté ministériel portant exécution des articles 7, § 1er, 1°, et 9, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, Titre III, Chapitre II - Création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, notamment les articles 7, § 1er, 1°, et 9, alinéa 2,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle de convention visé à l'article 7, § 1er, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés est celui joint en annexe I au présent arrêté.

Art. 2. Le modèle de contrat de travail visé à l'article 9, alinéa 2, du même arrêté est celui joint en annexe II au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1995.

Namur, le 29 novembre 1995.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ANNEXE I

Modèle de convention relative à l'emploi de contractuels subventionnés visée à l'article 7, § 1er, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés.

Entre :

le pouvoir public ou l'employeur y assimilé, soussigné de première part, ci-après dénommé "l'employeur" :

.....
représenté par :

.....
et

le Ministre de la Région wallonne ayant l'emploi dans ses attributions, soussigné de seconde part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. L'employeur :

1° certifie qu'il applique aux membres de son personnel les avantages de l'interruption de carrière instaurée par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales;

2° garantit d'occuper, pendant la durée de validité de la présente convention, le nombre de stagiaires imposé par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

3° garantit que l'exercice des activités des contractuels subventionnés qu'il a engagés, est exclusivement limité aux activités qui, à la fois :

a) sont d'utilité publique sociale ou d'intérêt culturel;

b) ne poursuivent aucun but lucratif;

c) satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.